Recours introduit le 7 avril 2017 — Mabrouk/Conseil

(Affaire T-216/17)

(2017/C 195/47)

*Langue de procédure: l'anglais***Parties**

Partie requérante: Mohamed Marouen Ben Ali Ben Mohamed Mabrouk (Tunis, Tunisie) (représentants: J-R. Farthouat, N. Boulay, avocats, et S. Crosby, solicitor)

Partie défenderesse: Conseil de l'Union européenne

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision (PESC) 2017/153 du Conseil du 27 janvier 2017 modifiant la décision 2011/72/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités au regard de la situation en Tunisie (JO 2017, L 23, p. 19) dans la mesure où elle s'applique à la partie requérante; et
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque quatre moyens.

1. Dans le cadre du premier moyen, la partie requérante soutient que le gel de ses avoirs viole le principe du délai raisonnable, consacré respectivement par l'article 6 de la CEDH et l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.
2. Dans le cadre du deuxième moyen, la partie requérante soutient que le gel des avoirs n'est pas suffisamment fondé:
  - Contrairement aux éléments de preuve apportés par la partie requérante, le Conseil considère que les avoirs de la partie requérante ne sont pas légitimes, mais ne motive pas sa décision;
  - En considérant que les avoirs de la partie requérante ne sont pas légitimes, le Conseil commet une erreur d'appréciation factuelle, à supposer qu'il ait effectué une quelconque appréciation;
  - Le gel est sans objet dans la mesure où il est destiné à aider la Tunisie à procéder au recouvrement d'avoirs détournés. Or, aucun des avoirs de la partie requérante n'a fait l'objet d'un détournement.
3. Par son troisième moyen, la partie requérante allègue que, dans la mesure où il intervient postérieurement à la chute du président Ben Ali, le gel des avoirs porte atteinte au droit au travail de la partie requérante.
4. Par son quatrième moyen la partie requérante soutient que le gel est, en tout état de cause, disproportionné et porte atteinte aux droits de propriété de la partie requérante.

Recours introduit le 18 avril 2017 — Recylex e.a./Commission

(Affaire T-222/17)

(2017/C 195/48)

*Langue de procédure: l'anglais***Parties**

Parties requérantes: Recylex SA (Paris, France), Fonderie et Manufacture de Métaux (Anderlecht, Belgique), Harz-Metall GmbH (Goslar, Allemagne) (représentants: M. Wellinger, S. Reinart et K. Bongs, avocats)

Partie défenderesse: Commission européenne

Conclusions

Les parties requérantes concluent à ce qu'il plaise au Tribunal:

- Réduire le montant de l'amende leur ayant été infligée dans la décision de la Commission européenne du 8 février 2017 [C(2017) 900 final] relative à une procédure d'application de l'article 101 TFUE;
- accorder aux parties requérantes des délais de paiement et
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, les parties requérantes invoquent six moyens.

1. Premier moyen selon lequel la Commission a commis une erreur en n'appliquant pas aux requérantes le point 26 (dernier paragraphe) de la communication sur la clémence ⁽¹⁾ en ce qui concerne la durée de l'infraction.
2. Deuxième moyen selon lequel la Commission a commis une erreur en n'appliquant pas aux requérantes le point 26 (dernier paragraphe) de la communication sur la clémence en ce qui concerne l'infraction relative à la France.
3. Troisième moyen selon lequel la Commission a commis une erreur en appliquant une majoration spécifique de 10 % dans le calcul de l'amende sur la base du point 37 des lignes directrices pour le calcul des amendes ⁽²⁾.
4. Quatrième moyen selon lequel la Commission a commis une erreur en n'accordant pas aux requérantes une réduction de 50 % de l'amende en application du premier tiret du point 26 de la communication sur la clémence.
5. Cinquième moyen selon lequel la décision attaquée est contraire aux principes de proportionnalité et de non-discrimination ainsi qu'au principe d'individualisation des peines.
6. Sixième moyen selon lequel il est demandé au Tribunal d'utiliser sa compétence de pleine juridiction pour octroyer aux requérantes des délais de paiement pour toute partie de l'amende qui resterait due.

⁽¹⁾ Communication de la Commission sur l'immunité d'amendes et la réduction de leur montant dans les affaires portant sur des ententes (JO 2006, C-298, p. 17), telle que modifiée en dernier lieu par la communication de la Commission — Modification de la communication de la Commission sur l'immunité d'amendes et la réduction de leur montant dans les affaires portant sur des ententes (JO 2015, C-256, p. 1).

⁽²⁾ Lignes directrices pour le calcul des amendes infligées en application de l'article 23, paragraphe 2, sous a), du règlement (CE) n° 1/2003 (JO 2006, C 210, p. 2).

Recours introduit le 19 avril 2017 — Zhejiang India Pipeline Industry Co. Ltd/Commission européenne

(Affaire T-228/17)

(2017/C 195/49)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Zhejiang India Pipeline Industry Co. Ltd (Wenzhou, Chine) (représentant: S. Hirsbrunner, avocat)

Partie défenderesse: Commission européenne

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler le règlement d'exécution (UE) 2017/141 de la Commission, du 26 janvier 2017, instituant des droits antidumping définitifs sur les importations de certains accessoires de tuyauterie en aciers inoxydables à souder bout à bout, finis ou non, originaires de la République populaire de Chine et de Taïwan (JO 2017, L 22, p. 14) dans la mesure où il concerne la partie requérante;